

**Rumeurs de concessions majeures du Canada au détriment de la gestion de l'offre dans le PTP
LE GOUVERNEMENT HARPER SOMMÉ DE RESPECTER SES ENGAGEMENTS**

Longueuil, le 26 septembre 2015 — Le président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et porte-parole de la Coalition GO5, Marcel Groleau, a réagi fortement à l'information diffusée par CBC selon laquelle le Canada s'apprêterait à faire aux Américains une concession de 10 % du marché canadien des produits laitiers dans le cadre des négociations du Partenariat transpacifique (PTP). « Ce serait une catastrophe pour le secteur laitier canadien, nos fermes familiales, la production locale et les dizaines de milliers d'emplois qui en dépendent. Et c'est le Québec, où 43 % des revenus agricoles dépendent de la gestion de l'offre, qui serait le plus durement touché. Le gouvernement Harper doit respecter ses engagements et protéger intégralement la gestion de l'offre dans le PTP » a affirmé M. Groleau.

Le coup pourrait être fatal pour le système de gestion de l'offre, qui assure aux Canadiens un approvisionnement local de produits de grande qualité et aux agriculteurs un revenu stable et équitable, sans soutien financier, alors que les fermes laitières américaines jouissent de subventions qui ne sont pas remises en cause dans les négociations du PTP. Elles profitent aussi de meilleures conditions climatiques et d'une main-d'œuvre bon marché, souvent clandestine. La taille du secteur laitier américain fait plus de dix fois celle du secteur canadien et la majorité de la production vient du sud-ouest des États-Unis, où les fermes comptent en moyenne plusieurs milliers de vaches alors que la ferme familiale moyenne au Québec a 60 vaches.

Pour le président des Producteurs de lait du Québec (PLQ), Bruno Letendre : « Si cette rumeur se concrétise dans un accord cette semaine lors de la conférence ministérielle d'Atlanta, nous nous sentirons trahis par le gouvernement. »

Rappelons en effet que pas plus tard que jeudi dernier, le Premier ministre Harper a affirmé qu'il défendait la gestion de l'offre dans les négociations du PTP lors du débat des chefs en français à Montréal. Il faisait cette déclaration à la suite des questions pressantes du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, de celui du NPD, Thomas Mulcair, et de la chef du Parti vert, Élisabeth May. Un peu plus tôt, la journée du débat, quelque 1 500 producteurs agricoles sous gestion de l'offre des secteurs laitiers et avicoles manifestaient devant la tour de Radio-Canada afin de demander à tous les chefs de s'engager à préserver intégralement la gestion de l'offre, en ne concédant aucun nouvel accès à notre marché et en maintenant les tarifs douaniers à leur niveau actuel dans la négociation du PTP.

Le président des PLQ a souligné que le Canada a tous les arguments en main pour ne faire aucune nouvelle concession. « Nous importons plus de 8 % des besoins de notre marché en produits laitiers et la majorité de ces importations proviennent déjà des États-Unis. Cette quantité continue d'augmenter avec les importations de lait concentré protégé américain qui entrent ici sans limites et sans aucun tarif en raison du laxisme du Canada dans l'application des contrôles prévus dans les accords commerciaux. Les États-Unis, eux, importent moins de 2 % des besoins de leur marché et ils demandent au Canada d'ouvrir plus grand ses frontières pour compenser le nouvel accès qu'ils accorderaient aux produits laitiers de la Nouvelle-Zélande. Le Canada n'a pas à absorber les pertes américaines. Ce serait inacceptable! » a affirmé Bruno Letendre.

Les producteurs laitiers ont besoin d'être rassurés rapidement qu'ils ne seront pas à nouveau sacrifiés dans le PTP comme ils l'ont été dans l'Accord Canada-Europe. Les 17 700 tonnes de nouvelles importations de fromages concédées par le Canada équivalent à plus de 30 % du marché des fromages fins d'ici et causeront des pertes annuelles de quelque 300 millions de dollars aux fromagers et aux producteurs de lait canadiens. On a déjà donné! » a conclu le président des PLQ.

Pierre-Luc Leblanc, président des Éleveurs de volailles du Québec (ÉVQ), s'est déclaré lui également très inquiet à la veille de la conférence ministérielle qui se tiendra les 30 septembre et 1^{er} octobre. « Des rumeurs circulent aussi sur d'éventuelles concessions de marché pour le poulet. Nous avons les mêmes problèmes que nos collègues du lait. Du poulet américain entre actuellement au Canada en profitant d'une faille dans le contrôle des importations. Et le Canada a concédé dans les Accords de l'OMC plus de 8 % d'accès aux importations de volailles étrangères. Toute nouvelle concession serait inacceptable » dénonce le président des ÉVQ.

« Nos producteurs sont très inquiets et très frustrés par la situation. Le président Obama veut conclure en 2015 l'Accord du PTP pour l'ajouter à son legs. Il pousse pour une entente maintenant parce que 2016 est une année d'élection présidentielle, peu propice à la conclusion de l'Accord. Cette attitude révèle qu'il n'a aucun respect pour le Canada, qui est actuellement en élection. Il a beau jeu de le faire puisque le gouvernement canadien affirme qu'il ne peut se permettre de ne pas signer et laisse entendre qu'il est prêt à faire des concessions importantes dans ses secteurs sous gestion de l'offre et automobile. On peut difficilement avoir une position de négociation plus faible. Nous serons à Atlanta et très présents aussi au Québec la semaine prochaine pour nous assurer que le gouvernement se tienne debout et respecte ses engagements de maintenir intégralement la gestion de l'offre à l'issue des négociations » a conclu M. Groleau.

Les secteurs laitier et avicole, juste au Québec, rapportent chaque année près de 8,2 milliards de dollars au PIB, génèrent 92 000 emplois et permettent le versement de 1,38 milliard en taxes et impôts. Au plan canadien, ils contribuent pour plus de 30 milliards au PIB et génèrent plus de 300 000 emplois de qualité. Le Canada a tout intérêt à préserver cette contribution majeure à son économie. Pour plus d'informations, consultez le site WWW.FORTSETUNIS.CA.

À propos de la Coalition GO5

La Coalition GO5 rallie de nombreuses personnes et organisations qui croient en une agriculture forte et un secteur alimentaire prospère au Québec. Elle vise le maintien de la gestion de l'offre au terme des différentes négociations commerciales nationales et internationales. Cette gestion de l'offre assure aux Québécois une production locale d'œufs, de volailles et de produits laitiers de grande qualité et, aux agriculteurs, un revenu équitable du marché, sans subventions.

— 30 —

Information :

Patrice Juneau
Conseiller aux affaires publiques
L'Union des producteurs agricoles
514 702-8591

François Dumontier
Conseiller, relations publiques et gouvernementales
Les Producteurs de lait du Québec
514 713-0530